



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Bretagne**

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le 01/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Ploërmel Communauté

Place de la mairie
56800 Ploërmel

Références : MB/VLF/E/2024
Code AIOT : 0005514093

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2024 dans l'établissement Ploërmel Communauté implanté à La Ville Meno - 56800 Guillac. L'inspection a été annoncée le 14/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Ploërmel Communauté
- La Ville Meno 56800 Guillac
- Code AIOT : 0005514093
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie de Guillac a fait l'objet d'une extension/modernisation actée par arrêté préfectoral du 11 mai 2015. Elle accueille des déchets dangereux, non dangereux ainsi qu'une plateforme de stockage et de broyage de déchets verts.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'installation est globalement bien tenue mais des mesures correctives restent à mettre en place.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Situation Administrative	Arrêté Préfectoral du 11/05/2015, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Local de stockage	Arrêté Préfectoral du 11/05/2015, article 5.1.7.2	Demande d'action corrective	30 jours
5	Stockage des huiles	Arrêté Préfectoral du 11/05/2015, article 5.1.7.3	Demande d'action corrective	2 mois
6	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/05/2015, article 7.2.4	Demande d'action corrective	3 mois
8	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 11/05/2015, article 4.3.5	Demande d'action corrective	5 mois
9	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 11/05/2015, article 7.4.1	Demande d'action corrective	5 jours
10	Implantation et risque incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5	Demande d'action corrective	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation Administrative	Arrêté Préfectoral du 11/05/2015, article 1.1.1	Sans objet
3	Réception des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 11/05/2015, article 5.1.7.1	Sans objet
7	Ventilation des locaux	Arrêté Préfectoral du 11/05/2015, article 7.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est globalement bien tenue mais des mesures correctives restent à mettre en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation Administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2015, article 1.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Titulaire de l'autorisation
Prescription contrôlée : JOSSELIN COMMUNAUTE dont le siège est situé 3 place des Remparts à Josselin (56120) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de GUILLAC, Lieu dit La Ville Meno, les installations détaillées dans les articles suivants.

Constats :
Josselin Communauté n'existe plus, ayant fusionné avec Ploërmel Communauté. L'exploitant a transmis un courrier à la DDTM le 09 avril 2020 pour signaler cette modification, resté sans suite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection sollicite la transmission du courrier adressé à la DDTM.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation Administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2015, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques autorisées
Prescription contrôlée : 2710-1a : Installation de collecte de déchets apportés par leur producteur initial 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 7 t Quantité maximale de déchets dangereux des ménages présente sur site : 38 t Classement A 2710-2a : Installation de collecte de déchets apportés par leur producteur initial 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 600 m ³ Quantité maximale de déchets non dangereux présente sur site : 3 000 m ³ Classement : A 2791-1 : Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j (A) Broyage de déchets verts : 130 t/j Classement : A
Constats : Suite aux évolutions de la nomenclature des ICPE la rubrique 2710-2a est désormais classée sous le régime de l'enregistrement. Par ailleurs l'activité de broyage de déchets verts doit désormais être classée sous la rubrique 2794-1, sous le régime de l'enregistrement : Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 30t/j : E Sur place il a été constaté que la quantité de déchets dangereux est très inférieure à la quantité autorisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmettra à l'inspection une analyse de sa situation administrative au regard des évolutions réglementaires et des quantités maximales pouvant effectivement être présentes sur le site, par catégories de déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Réception des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2015, article 5.1.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Modalités de réception des déchets dangereux
Prescription contrôlée : <p>À l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.</p> <p>Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les locaux de déchets dangereux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles ainsi que les peintures).</p> <p>Les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter un système d'identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké.</p> <p>Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients. Tout transvasement, déconditionnement ou traitement de déchets dangereux est interdit, excepté le transvasement des huiles, des piles et des déchets d'équipements électriques (à l'exclusion des lampes). Tout emballage qui fuit est placé dans un autre emballage approprié. Un stock suffisant d'emballages appropriés pour les emballages fuyards est conservé sur le site.</p>
Constats : <p>Les déchets dangereux sont bien réceptionnés par les gardiens de déchetterie. Ils sont ensuite placés dans des contenants spécifiques étanches, eux-mêmes localisés dans un bâtiment dédié entièrement sur rétention (rétention séparée) et non accessible au public. Chaque contenant porte l'identification du contenu et du caractère de danger de ce dernier. Aucun transvasement n'est effectué.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Local de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2015, article 5.1.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Modalités de stockage des déchets dangereux
Prescription contrôlée : <p>Le local de stockage sert exclusivement à entreposer les déchets dangereux. Il est également organisé en classes de déchets de natures distinctes, facilement identifiables. Les conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux ne sont pas superposés (mais peuvent être positionnés sur différents niveaux d'étagère et/ou de rayonnage).</p> <p>Des panneaux informant des risques encourus, précisant les équipements de protection individuels à utiliser et rappelant les consignes à mettre en œuvre en cas de problème, sont clairement affichés à l'entrée du local de stockage ainsi qu'un panneau interdisant l'accès au public et un rappelant l'interdiction de fumer.</p> <p>Un plan du local de stockage des déchets dangereux avec l'emplacement des différents conteneurs est établi, est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. A tout moment l'exploitant doit pouvoir informer les services d'incendie et de secours de la nature des déchets contenus dans le local de stockage.</p>

Constats : Le local sert uniquement au stockage des déchets dangereux. Les conteneurs sont placés au sol ou sur étagères, non superposés. Un panneau indiquant les risques et les interdictions est affiché à l'entrée du local. Le plan du local de stockage reste à réaliser.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant établit et transmet à l'inspection le plan de stockage des déchets dangereux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Stockage des huiles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2015, article 5.1.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Modalités de stockage des huiles
Prescription contrôlée : Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservées à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et dispose d'une cuvette de rétention étanche. Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huiles, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé. Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux.
Constats : Les huiles sont stockées dans des contenants spécifiques, à l'abri des intempéries et sur rétention. Des indications sur les produits acceptés et interdits, ainsi que sur les modalités de déversement sont présentes sur le contenant. Le stockage est à l'abri de la circulation, accolé au bâtiment. La jauge de niveau est située derrière la cuve et visible seulement quand le niveau monte. Ce niveau est régulièrement contrôlé. La cuve étant sur rétention l'absorbant n'est pas utile.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La rétention doit faire l'objet d'un nettoyage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2015, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : L'installation est dotée de moyens d'alerte mais pas d'un plan des locaux (cf article 7.1.1). Le site ne dispose pas de poteaux incendie, aussi une réserve de 120 m ³ a été installée. Elle est équipée de deux prises de raccordement, dont le débit reste à vérifier, et d'une aire de stationnement des engins de secours. 5 extincteurs sont également répartis sur le site de nature différente en fonction des risques à combattre. La dernière vérification périodique a bien été effectuée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra vérifier les débits effectifs disponibles en sortie de la réserve incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Ventilation des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2015, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.
Constats : Le local de stockage de déchets dangereux dispose d'aérations en partie supérieure du bâtiment. Aucun local tiers ne se trouve à proximité. Le local accueillant les emballages souillés est également ventilé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2015, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de rejet
Prescription contrôlée : Les eaux usées domestiques sont traitées par une filière d'assainissement autonome et rejetées dans le milieu naturel. Les eaux pluviales de toiture et de voiries sont dirigées vers le milieu naturel après passage dans un bassin tampon et un débourbeur séparateur à hydrocarbures. Elles sont régulées avant rejet dans le milieu naturel. Les eaux pluviales de ruissellement de l'aire déchets verts sont traitées par dégrillage décantation et régulées avant rejet dans le milieu naturel.
Constats : Sur place l'inspection a constaté la présence de 3 bassins de collecte des eaux. L'un des bassins (le plus grand) semble recueillir les eaux de voirie de bas de quai après passage par un séparateur hydrocarbures, d'après les plans consultés. Ce bassin est également censé recueillir les eaux d'extinction incendie. Deux autres bassins, raccordés entre eux, recueillent les eaux issues de la plateforme de déchets verts. Le 1er bassin, qui reçoit les premières eaux, contient un mélange plus solide que liquide. Le deuxième bassin, qui est en dehors de l'emprise ICPE, se présente de façon similaire, et ne dispose pas de point de rejet. Il semble que le dégrillage ne soit pas réalisé. De même l'ouvrage situé en amont du 1er bassin est partiellement rempli.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer de disposer d'une bonne connaissance des réseaux et des ouvrages liés. Ce réseau, ainsi que les bassins de collecte doivent faire l'objet d'un entretien régulier et d'une vérification de leur bon fonctionnement. Le dégrillage doit être effectué.

De même l'exploitant doit s'assurer de pouvoir collecter l'ensemble des eaux d'extinction incendie en cas de sinistre, le bassin dédié n'étant relié qu'à une partie des installations. Ce bassin doit pouvoir être fermé en cas de sinistre.

L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs d'entretien et de vérification des réseaux ainsi que du nettoyage des bassins.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites : Demande d'action corrective****Proposition de délais : 5 mois****N° 9 : Prévention des pollutions****Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2015, article 7.4.1****Thème(s) : Risques chroniques, Rétention et confinement****Prescription contrôlée :**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

Constats :

L'inspection a constaté la présence d'emballages contenant des hydrocarbures sans rétention.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites : Demande d'action corrective****Proposition de délais : 5 jours**

N° 10 : Implantation et risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Effets thermiques
Prescription contrôlée : [...] Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des déchets, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m ²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120. Les parois externes des bâtiments fermés ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert sont suffisamment éloignés des aires extérieures d'entreposage et de manipulation des déchets et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager aux bâtiments.
Constats : La plateforme de déchets verts ne semble pas implantée à une distance de 20m des limites de propriété. Des végétaux liés à l'activité sont présents à l'arrière de la plateforme.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier que l'implantation respecte les distances prescrites ou faire réaliser une étude flumilog pour justifier que les effets létaux restent à l'intérieur du site. Il convient de veiller à ce que les déchets ne débordent pas de la plateforme et à entretenir la végétation à l'arrière de cette dernière afin de ne pas favoriser la propagation d'un éventuel incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois